

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 17/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/01/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CHEMINEAU LABORATOIRES

93 route de Monnaie
37210 Vouvray

Références : 2025-0132
Code AIOT : 0010000653

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/01/2025 dans l'établissement CHEMINEAU LABORATOIRES implanté 93, route de Monnaie 37210 Vouvray. L'inspection a été annoncée le 15/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHEMINEAU LABORATOIRES
- 93, route de Monnaie 37210 Vouvray
- Code AIOT : 0010000653
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Laboratoires CHEMINEAU est spécialisée dans le développement et la fabrication en sous-traitance de médicaments, produits cosmétiques et dispositifs médicaux pour le compte d'autres laboratoires. Ses activités sont encadrées par l'arrêté préfectoral du 04/01/2001, complété par les arrêtés préfectoraux complémentaires des 28/03/2008, 22/07/2010, 18/12/2012, 10/03/2015 et 05/11/2024.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Fluides frigos
- Équipement sous pression
- Fluides frigo/SAO/GESF

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Mise à jour de la situation administrative	Code de l'environnement du 06/02/2024, article L.513-1 et L. 181-14	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
2	Liste des ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6 III	/	Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	9 mois
3	Requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18	/	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	30 jours
6	Identification de l'équipement	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 24	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
9	Identification et connaissance des équipements	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.2 et 3.3 (annexe)	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
13	Confinement – Carnet d'entretien des équipements	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-82	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
16	Détection de fuites	Règlement européen du 07/02/2024, article 6	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
17	Registre	Règlement européen du 07/02/2024, article 7	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
18	Marque de contrôle – absence de fuite	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
19	Marque de contrôle – détection de fuite	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 7	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15	Sans objet
5	Accessoire de sécurité de l'équipement	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3 I	Sans objet
7	État général de l'équipement	Code de l'environnement du 16/07/2013, article L.557-29	Sans objet
8	Situation administrative (rubrique ICPE 1185)	Décret du 22/10/2018	Sans objet
10	Restrictions d'utilisation de fluides frigorigènes	Règlement européen du 07/02/2024, article 13.3	Sans objet
11	Mise en service d'un équipement	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-79	Sans objet
12	Attestations des opérateurs	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-78	Sans objet
14	Interdiction d'utilisation des	Règlement européen du 07/02/2024, article 4	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	HCFC		
15	Interdiction de recharge d'un équipement fuyard	Code de l'environnement du 16/10/2007, article R. 543-89	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise à jour de la situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/02/2024, article L.513-1 et L. 181-14
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques ICPE
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 01/10/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 27/12/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations qui, après avoir été régulièrement mises en service, sont soumises, en vertu d'un décret relatif à la nomenclature des installations classées, à autorisation, à enregistrement ou à déclaration peuvent continuer à fonctionner sans cette autorisation, cet enregistrement ou cette déclaration, à la seule condition que l'exploitant se soit déjà fait connaître du préfet ou se fasse connaître de lui dans l'année suivant « l'entrée en vigueur » du décret. [...]</p> <p>Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour rappel, lors de la visite d'inspection du 06/02/2024, le constat suivant a été formulé : « <i>La situation administrative au regard de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement n'est pas à jour.</i> »</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 01/10/2024, le constat suivant a été formulé : « <i>Dans l'attente de l'envoi par l'exploitant d'un courrier de positionnement sur les différentes rubriques, précisant s'il s'agit d'une évolution liée à l'antériorité ou à une modification de l'activité, l'écart est maintenu :</i></p>

La situation administrative au regard de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement n'est pas à jour. »

Au jour de la visite d'inspection du 23/01/2025, l'exploitant n'a toujours pas transmis son courrier de positionnement sur sa situation administrative. Par ailleurs, en prenant en compte les quantités susceptibles d'être présentes sur site et les volumes des capacités des récipients et des stockages, notamment la capacité de 5,7 t de la cuve DME (remplie à moitié), l'exploitant a indiqué en inspection que le calcul des cumuls SEVESO pour la somme des dangers physiques serait supérieure à 1 pour le seuil haut. L'exploitant doit engager des réflexions pour réduire les quantités susceptibles d'être présentes sur site ou mettre en place les dispositions techniques et organisationnelles permettant de s'assurer en permanence que l'établissement ne relèvera pas du statut SEVESO.

Conclusion :

Le constat précédent est renouvelé : " Dans l'attente de l'envoi par l'exploitant d'un courrier de positionnement sur les différentes rubriques, précisant s'il s'agit d'une évolution liée à l'antériorité ou à une modification de l'activité, l'écart est maintenu : « *La situation administrative au regard de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement n'est pas à jour* »". L'exploitant précisera dans son courrier de positionnement la détermination du statut SEVESO de l'établissement en détaillant notamment les calculs de la règle de cumul pour l'ensemble de l'établissement. Le cas échéant, l'exploitant indiquera dans son courrier les dispositions techniques et organisationnelles mises en place afin de s'assurer en permanence que l'établissement ne relèvera pas du statut SEVESO.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant identifie si les modifications de sa situation administrative relèvent de l'antériorité ou de modifications des installations et il transmet à la Préfecture d'Indre-et-Loire les demandes de bénéfice des droits acquis et/ou porter à connaissance de modifications des conditions d'exploiter correspondantes.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 30 jours

N° 2 : Liste des ESP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6 III

Thème(s) : Situation administrative, ESP, Présence et conformité de la liste

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.

L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le fichier de suivi des équipements sous pression (ESP), groupes froids et fluides clim. Pour la partie ESP, ce fichier inclut :

- Un onglet reprenant la liste des ESP « Fabrication » présents sur site, mise à jour du 20/01/2025 ;
- Un onglet pour l'ESP « Chaudière Vapeur » ;
- Un onglet pour les ESP « CUVE DME et Bip » ;
- Un onglet pour l'ESP « Autoclave Lequeux ».

Le fichier de suivi présente les non-conformités suivantes :

- Plusieurs informations sont manquantes :

- Le type d'équipement (récipient, générateur de vapeur ou tuyauterie), le régime de surveillance (avec ou sans plan d'inspection (chapitre I ou II du titre IV de l'AM du 20/11/2017)) et les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection périodique (IP) et de la dernière et prochaine requalification périodique (RP) ne sont pas indiquées pour les ESP « Chaudière Vapeur », « CUVE DME et Bip » et « Autoclave Lequeux » ;
- Le régime de surveillance indiqué pour les ESP « Fabrication » ne précise pas le plan d'inspection.

- Des équipements sont identifiés en retard de contrôle :

- OLSA 1000_FONDOIR BIEMONT_CUVE (retards IP et RP, dossier de déclassement à finaliser) ;
- OLSA 1000_FONDOIR BIEMONT_DP (retards IP et RP) ;
- FAB 2_DIESEL_CUVE (retards IP et RP) ;
- FAB 2_DIESEL_DOUBLE PAROI (retards IP et RP) ;
- FAB 2_OLSA_2000_CUVE (retards IP et RP) ;
- FAB 2_OLSA_2000_DOUBLE PAROI (retards IP et RP supposés, mention « Mesure Volume ») ;
- Kmis_KRIEGER_3T_CUVE (retards IP et RP) ;
- FAB111_GUERIN_10000_LN2_DP (retards IP et RP) ;
- FAB144a_CUVE 1_EAU DE MER (retards IP et RP) ;
- FAB144a_CUVE 2_EAU DE MER (retards IP et RP).

L'exploitant a présenté le jour de l'inspection un plan d'actions mis en place à partir de janvier 2024 jusqu'en décembre 2025 pour régulariser l'ensemble des dossiers des équipements sous pression ainsi que les opérations de contrôle en retard.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant fournira une liste mise à jour des équipements sous pression exploités en prenant en compte les constats de l'inspection. L'exploitant contrôlera les équipements sous pression en retard de contrôle et adressera les justificatifs à l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 9 mois

N° 3 : Requalification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, ESP, Vérification de la dernière requalification périodique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :</p> <p>[...]</p> <p>trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ;</p> <p>six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique [...] ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;</p> <p>dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a examiné par échantillonnage les attestations de requalification périodique des équipements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Récipient GUERIN - process 10T1 (n° fab : A5F008000) : l'exploitant a présenté l'attestation de requalification périodique n° 23850038/S2.2.1.RQ réalisée par Bureau Veritas en date du 11/10/2024. La périodicité de requalification périodique étant fixée à 10 ans pour ce type d'équipement, l'échéance de requalification périodique est le 10/10/2034 : l'équipement est donc en situation régulière. - Cuve 1 DME (réf. : A.72.6053) : l'exploitant a présenté l'attestation de requalification périodique n° 147500420.1.RQ réalisée par Bureau Veritas en date du 14/11/2023. La périodicité de requalification périodique étant fixée à 10 ans pour ce type d'équipement, l'échéance de requalification périodique est le 13/11/2033 : l'équipement est donc en situation régulière. - Récipient BIEMONT fondoir cuve - process OLSA1000 (n° fab : 259) : l'exploitant n'a pas présenté la dernière attestation de requalification périodique alors que l'équipement a été mis en service en 1978 et que la périodicité de requalification périodique est fixée à 10 ans pour ce type d'équipement : l'équipement est donc en retard de requalification périodique. <p>L'exploitant a transmis post-inspection un dossier de modification des conditions de service de cet équipement daté du 20/01/2025. Ce dossier comprend une demande de modification de marquage ESP justifié par un abaissement de la pression de service maximum de 4 bar à 0,5 bar. Une protection contre la surpression (soupape) a été installée sur le raccordement prévu par le fabricant avec un réglage maximal de 0,5 bar. Une intervention de Bureau Veritas est programmée le 13/02/2025 pour effectuer le constat d'installation de cette soupape et acter le déclassement de l'équipement (au jour de la visite ce déclassement n'était pas effectif et la plaque signalétique était toujours sur l'équipement).</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans l'attente de la régularisation de la situation pour l'équipement BIEMONT fondoir cuve - process OLSA1000 (n° fab : 259), et conformément à l'article 25 IV de l'arrêté du 20/11/2017, l'équipement doit être mis à l'arrêt jusqu'à sa requalification ou son déclassement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 30 jours

N° 4 : Inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, ESP, Vérification de la réalisation de la dernière inspection périodique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.</p> <p>La période maximale est fixée au maximum à :</p> <p>[...]</p> <p>2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ;</p> <p>Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans.</p> <p>Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. [...]</p> <p>Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a examiné par échantillonnage les comptes-rendus d'inspection périodique des équipements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Récipient FMS 3000 fondoir double enveloppe - process MMS (n° fab. 155/99) : l'exploitant a présenté le compte-rendu de l'inspection périodique n° 22449664/S1.1.1.IP réalisée par Bureau Véritas en date du 05/07/2024. La périodicité d'inspection périodique étant fixée à 4 ans pour ce type d'équipement, l'échéance d'inspection périodique est le 04/07/2028 : l'équipement est donc à jour d'inspection périodique ; - Récipient ACAFR OLSA MIX 1000 mélangeur cuve - process OLSAMIX (n° fab. 5589) : l'exploitant a présenté le compte-rendu de l'inspection périodique n° 21404198/S2.1.1.IP réalisée par Bureau Véritas en date du 22/03/2024. La périodicité d'inspection périodique étant fixée à 4 ans pour ce type d'équipement, l'échéance d'inspection périodique est le 21/03/2028 : l'équipement est donc à jour d'inspection périodique. <p>Conclusion :</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Accessoire de sécurité de l'équipement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3 I
Thème(s) : Risques accidentels, ESP, Vérification de présence et de réglage des accessoires de sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle.</p> <p>À l'occasion du fonctionnement des accessoires de sécurité, un dépassement de courte durée de la pression maximale admissible, lorsque cela est approprié, est admis. La surpression momentanée est limitée à 10 % de la pression maximale admissible.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Par sondage, l'inspection a examiné les accessoires de sécurité des équipements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Récipient FMS 3000 fondoir double enveloppe - process MMS (n° fab. 155/99) : <ul style="list-style-type: none"> • Muni d'une soupape visible le jour de l'inspection ; • Caractéristiques : n°022462965, fabricant Nuova General Instruments, pression de tarage à 4 bar, présence d'un marquage CE ; • La pression est compatible avec la pression de service. - Récipient ACAFR OLSA MIX 1000 mélangeur cuve - process OLSAMIX (n° fab. 5589) : <ul style="list-style-type: none"> • Muni d'une soupape visible le jour de l'inspection ; • Caractéristiques : n°023631806, fabricant Nuova General Instruments, pression de tarage à 3,5 bar, présence d'un marquage CE ; • La pression est compatible avec la pression de service. - Récipient GUERIN - process 10T1 (n° fab : A5F008000) : <ul style="list-style-type: none"> • Muni d'une soupape <u>inaccessible ou non visible</u> le jour de l'inspection ; • Caractéristiques : n°1001486953, fabricant Goetze KG Armaturen, pression de tarage à 3,5 bar, marquage CE selon la fiche technique de l'accessoire ; • La pression est compatible avec la pression de service. - Récipient BIEMONT fondoir cuve - process OLSA1000 (n° fab : 259) : <ul style="list-style-type: none"> • Muni d'une soupape visible le jour de l'inspection ; • Caractéristiques : n°116580812, fabricant Goetze KG Armaturen, pression de tarage à 0,5 bar, présence d'un marquage CE ;

- La pression est compatible avec la pression de service.

Conclusion :

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Identification de l'équipement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 24

Thème(s) : Risques accidentels, ESP, Vérification de présence et cohérence de la plaque signalétique

Prescription contrôlée :

En cas de succès de la requalification périodique d'un équipement, autre qu'une tuyauterie, l'organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté appose, au voisinage des marques réglementaires préexistantes, la date de la dernière opération de requalification périodique suivie de la marque dite à « tête de cheval ».

Le marquage est effectué directement sur le corps de l'équipement ou, si cette apposition est susceptible d'altérer le niveau de sécurité de l'équipement, par tout autre moyen inaltérable jusqu'à la prochaine requalification [...].

Lorsque la valeur de la pression d'épreuve de requalification est diminuée dans les conditions prévues par l'article 21, la nouvelle valeur, précédée de la lettre E, est portée au voisinage immédiat de la mention de celle relative à l'épreuve précédente.

Constats :

L'inspection a examiné les plaques signalétiques des équipements suivants :

- Récipient FMS 3000 double enveloppe - process MMS (n° fab. 155/99) :

- Plaque présente et lisible ;
- **Date de requalification périodique inscrite non vue lors de la visite d'inspection (selon la liste ESP, la requalification périodique a été réalisée le 13/12/2018) ;**
- Les informations présentes, hormis la date de requalification périodique, sont cohérentes avec celles données par la liste des ESP.

- Récipient ACAFR OLSA MIX 1000 mélangeur cuve - process OLSAMIX (n° fab. 5589) :

- Plaque présente et lisible ;
- Date de requalification périodique inscrite non présente car équipement fabriqué en 2016 ;
- Les informations présentes sont cohérentes avec celles données par la liste des ESP.

- Récipient GUERIN - process 10T1 (n° fab : A5F008000) :

- Plaque présente et lisible ;
- Date de requalification périodique inscrite vue lors de la visite d'inspection (11/10/2024 + poinçon tête de cheval) ;
- Les informations présentes sont cohérentes avec celles données par la liste des ESP.

<p>- Récipient BIEMONT fondoir cuve - process OLSA1000 (n° fab : 259) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Plaque présente et lisible ; • Date de requalification périodique inscrite non vue lors de la visite d'inspection (selon la liste ESP, l'équipement n'a jamais été requalifié alors qu'il a été mis en place en 1978, cf. point de constat n°3) ; • Les informations présentes sont cohérentes avec celles données par la liste des ESP. <p>Conclusion : La plaque signalétique du récipient FMS 3000 double enveloppe - process MMS (n° fab. 155/99) ne permet pas de confirmer la date de la dernière requalification périodique.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées l'attestation de la dernière requalification périodique réalisée pour l'équipement FMS 3000 double enveloppe - process MMS (n° fab. 155/99) le 13/12/2018 selon la liste de suivi des ESP. L'exploitant sollicitera l'organisme ayant réalisé la requalification périodique pour mettre à jour la plaque signalétique de l'équipement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 7 : État général de l'équipement

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/07/2013, article L.557-29</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle de l'état, apparent, sans démontage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est responsable de l'entretien, de la surveillance et des réparations nécessaires au maintien du niveau de sécurité du produit ou de l'équipement. Il retire le produit ou l'équipement du service si son niveau de sécurité est altéré.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a examiné l'état général des équipements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Récipient FMS 3000 double enveloppe - process MMS (n° fab. 155/99) ; - Récipient ACAFR OLSA MIX 1000 mélangeur cuve - process OLSAMIX (n° fab. 5589) ; - Récipient GUERIN - process 10T1 (n° fab : A5F008000) ; - Récipient BIEMONT fondoir cuve - process OLSA1000 (n° fab : 259). <p>Le contrôle visuel effectué est satisfaisant : absence de fuites, absence d'échappement ou de fuite de soupape, absence de déformation, état général des supports satisfaisant, absence de corrosion.</p> <p>Conclusion :</p>

Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Situation administrative (rubrique ICPE 1185)

Référence réglementaire : Décret du 22/10/2018
Thème(s) : Actions nationales 2025, Nomenclature ICPE (décret créant la rubrique 1185)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Décret n°2018-900 du 22 octobre 2018 créant la rubrique 1185 :</p> <p>Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage) ;</p> <p>1. Fabrication, conditionnement et emploi autres que ceux mentionnés au 2 et à l'exclusion du nettoyage à sec de produits textiles visé par la rubrique 2345, du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visées par la rubrique 2564, de la fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique d'hydrocarbures halogénés visée par la rubrique 3410-f et de l'emploi d'hexafluorure de soufre dans les appareillages de connexion à haute tension.</p> <p>Le volume des équipements susceptibles de contenir des fluides étant :</p> <p>a) Supérieure à 800 l (A) ;</p> <p>b) Supérieure à 80 l, mais inférieure ou égale à 800 l (D) ;</p> <p>2. Emploi dans des équipements clos en exploitation :</p> <p>a) Equipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg (DC) ;</p> <p>b) Equipements d'extinction, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 200 kg (D) ;</p> <p>3. Stockage de fluides vierges, recyclés ou régénérés, à l'exception du stockage temporaire :</p> <p>1. Fluides autres que l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) En récipient de capacité unitaire supérieure ou égale à 400 l (D) ;</p> <p>b) Supérieure à 1 t et en récipients de capacité unitaire inférieure à 400 l (D) ;</p> <p>2. Cas de l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 150 kg quel que soit le conditionnement (D) ;</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis en amont de la visite d'inspection la liste des installations ou équipements contenant des fluides frigorigènes (FF) détenus sur son site. La liste comprend un premier tableau de synthèse pour les groupes froids, et un second tableau de synthèse pour les fluides des climatiseurs. La quantité totale cumulée de fluide pour les équipements renseignés s'élève à 409,5 kg : 314,62 kg pour les groupes froids et 94,88 kg pour les fluides des climatiseurs. En prenant en compte uniquement les équipements de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide s'élève à environ 380 kg : le site est donc bien soumis à la rubrique ICPE 1185-2a (DC) concernant l'emploi de fluides frigorigènes dans ses équipements, conformément à sa situation administrative en vigueur.</p> <p>En examinant la liste, l'inspection a relevé qu'un équipement contenant du R22 (HCFC) avait été retiré en 2022.</p>

Conclusion : Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Identification et connaissance des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.2 et 3.3 (annexe)
Thème(s) : Actions nationales 2025, Identification des équipements concernés
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/08/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4802 (Rubrique devenue la rubrique 1185 depuis le 25 octobre 2018). Annexe 1 : Point 3.2 : Etiquetage des équipements contenant des fluides. Les équipements clos en exploitation comportent un étiquetage visible sur la nature du fluide et la quantité de fluide qu'ils sont susceptibles de contenir. Point 3.3 : Etat des stocks de fluides : L'exploitant tient à jour un inventaire des équipements et des stockages fixes qui contiennent plus de 2 kg de fluide présents sur le site précisant leur capacité unitaire et le fluide contenu, ainsi que la quantité maximale susceptible d'être présente dans des équipements sous pression transportables ou dans des emballages de transport.
Constats : L'exploitant a transmis en amont de la visite d'inspection l'état des stocks des fluides frigorigènes détenus sur son site. L'état des stocks présente les informations concernant le fluide contenu ainsi que la capacité unitaire. Toutefois cette dernière information n'est pas clairement lisible (notamment pour les équipements avec double circuits). L'exploitant a indiqué lors de l'inspection que la liste était exhaustive et qu'il n'est pas présent sur site de fluides frigorigènes dans des équipements sous pression transportables ou dans des emballages de transport. Conclusion : L'état des stocks de fluides présenté par l'exploitant ne permet pas d'identifier clairement la capacité unitaire de chaque équipement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Restrictions d'utilisation de fluides frigorigènes

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 13.3
Thème(s) : Actions nationales 2025, Interdiction de certains fluides frigorigènes en réfrigération
Prescription contrôlée :

Règlement 2024/573 :

Article 13 - Restrictions d'utilisation ;

[....]

3.

L'utilisation de gaz à effet de serre fluorés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération ayant une charge de 40 tonnes équivalent CO₂ ou plus est interdite. À partir du 1er janvier 2025, l'utilisation de gaz à effet de serre fluorés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 pour la maintenance ou l'entretien de tout équipement de réfrigération est interdite.

Les interdictions visées au premier alinéa ne s'appliquent pas aux équipements militaires ni aux équipements destinés à des applications conçues pour refroidir des produits à une température inférieure à - 50 °C.

Jusqu'au 1er janvier 2030, les interdictions visées au premier alinéa ne s'appliquent pas aux catégories de gaz à effet de serre fluorés suivantes :

a)

les gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I régénérés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition que les conteneurs contenant ces gaz soient étiquetés conformément à l'article 12, paragraphe 7 ;

b)

les gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I recyclés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition qu'ils aient été récupérés à partir de ce type d'équipements. Ces gaz recyclés ne sont utilisés que par l'entreprise qui les a récupérés dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien ou par l'entreprise pour le compte de laquelle la récupération a été effectuée dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien.

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 23/01/2025, l'inspection a vérifié en séance que l'exploitant n'a pas utilisé de gaz fluorés ayant un potentiel de réchauffement planétaire supérieur à 2500 pour l'entretien ou la maintenance de ces équipements.

Conclusion :

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Mise en service d'un équipement

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-79

Thème(s) : Actions nationales 2025, Prévention des fuites

Prescription contrôlée :

Article R. 543-79 du code de l'environnement :

Le détenteur d'un équipement dont la charge en HCFC est supérieure à deux kilogrammes, ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à cinq tonnes équivalent CO₂ au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, fait procéder, lors de la mise en service de cet équipement, à un contrôle d'étanchéité des éléments assurant le confinement du fluide frigorigène par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat

équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en langue française. [...]
Constats : Lors de la visite d'inspection du 23/01/2025, il a été vérifié sur un équipement récent (équipement GF14, n° de série GE3197GO, mis en service le 10/05/2023 par TRANE) la fiche d'intervention relative à la mise en service de l'équipement confirmant la réalisation d'un contrôle d'étanchéité en date du 11/05/2023 (opérateur DAM Boris, société TRANE). La fiche d'intervention indique que l'opérateur dispose de l'attestation de capacité n°15192 : la validité de l'attestation a été vérifiée sur le site SYDEREP. Conclusion : Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Attestations des opérateurs

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-78
Thème(s) : Actions nationales 2025, Intervention sur le circuit des fluides frigorigènes
Prescription contrôlée : Article R. 543-78 du code de l'environnement : Tout détenteur d'équipement est tenu de faire procéder à sa charge en fluide frigorigène, à sa mise en service ou à toute autre opération réalisée sur cet équipement qui nécessite une intervention sur le circuit frigorifique par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en français. L'assemblage d'un équipement ou des circuits contenant ou conçus pour contenir des fluides frigorigènes, y compris l'opération au cours de laquelle les conduites de fluides frigorigènes sont connectées pour compléter un circuit frigorifique, est effectué par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en français ou par une entreprise certifiée pour les opérations de brasage fort, brasage tendre ou soudure sous réserve que son activité soit encadrée par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne. Toutefois, le recours à un opérateur n'est pas obligatoire pour la mise en service des équipements à circuit hermétique, préchargés en fluide frigorigène, contenant moins de deux kilogrammes de fluide dès lors que leur mise en service consiste exclusivement en un raccordement à des réseaux électrique, hydraulique ou aéraulique. Le respect des dispositions du présent article est démontré par la remise d'une copie de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R. 543-99 ou du certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne.
Constats :

Les contrôles d'étanchéité sur les équipements contenant des fluides frigorigènes sont réalisés par des opérateurs externes (opérations nécessitant d'accéder aux circuits). L'exploitant a indiqué lors de la visite d'inspection du 23/01/2025 qu'Eiffage Énergie Systèmes était le principal opérateur qui intervenait sur les équipements de production de froid présents sur site.

L'inspection a vérifié que l'opérateur était bien référencé dans la base SYDEREP (attestation de capacité n°63507). En séance le 23/01/2025, l'exploitant a également présenté les titres d'habilitation de l'opérateur LEBOURGEOIS Simon (société Eiffage Énergie Systèmes), incluant une habilitation à manipuler les fluides frigorigènes - catégorie 1.

Conclusion :

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Confinement – Carnet d'entretien des équipements

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-82

Thème(s) : Actions nationales 2025, Prévention des fuites

Prescription contrôlée :

Article R. 543-82 du code de l'environnement :

L'opérateur établit une fiche d'intervention pour chaque opération nécessitant une manipulation des fluides frigorigènes effectuée sur un équipement.

Pour tout équipement dont la charge en HCFC est supérieure à trois kilogrammes ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à 5 tonnes équivalent CO2 au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, cette fiche est signée conjointement par l'opérateur et par le détenteur de l'équipement qui conserve l'original. L'opérateur et le détenteur de l'équipement conservent un exemplaire de cette fiche pendant au moins cinq ans à compter de la date de signature de la fiche et le tiennent à la disposition des opérateurs intervenant ultérieurement sur l'équipement et de l'administration.

[...]

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 23/01/2025, l'inspection a consulté en séance les fiches d'intervention suivantes :

- Fiche d'intervention n°3,604533039 Cerfa N°15497*02, équipement CXAF060 GE3197GO, fluide 454B, mise en service de l'équipement réalisée par TRANE France le 11/05/2023 ;
- Fiche d'intervention n°1731587657-2 Cerfa n°15497*04, équipement CL01, AIRWELL, AWAU-YBDE009-H11/7SP061819, contrôle d'étanchéité périodique réalisé le 14/11/2024 par Eiffage Énergie Systèmes - Val de Loire.

L'inspection a pu vérifier la formalisation d'une fiche sur ces deux récentes interventions.

La fiche d'intervention n°1731587657-2 a bien été datée et signée par l'opérateur et le détenteur.

La fiche d'intervention n°3,604533039 était seulement datée par l'opérateur et le détenteur (absence de visa ou de signature sur la fiche).

Conclusion :

L'une des fiches d'intervention consultées en séance (fiche n°3,604533039) n'a été signée ni par

l'opérateur ni par le détenteur de l'équipement concerné.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 14 : Interdiction d'utilisation des HCFC

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2025, Interdiction de certains fluides frigorigènes
Prescription contrôlée : Règlement (UE) 2024/590 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone. Article 4 : Interdictions relatives aux substances appauvrissant la couche d'ozone : 1. La production, la mise sur le marché, toute fourniture ultérieure à un tiers ou mise à disposition d'un tiers au sein de l'Union, à titre onéreux ou gratuit, et l'utilisation des substances appauvrissant la couche d'ozone inscrites à l'annexe I sont interdites.
Constats : L'état des stocks des fluides frigorigènes détenus sur site et transmis en amont de la visite d'inspection du 23/01/2025 mentionne le retrait en 2022 de l'équipement 36 (réf. ECGAU1501XCANA), qui contenait 8,8 kg de R22. Lors de la visite d'inspection du 23/01/2025, l'exploitant a confirmé qu'il s'agissait du dernier équipement utilisant un fluide HCFC : aucun équipement présent sur site n'utilise de fluide HCFC et aucune opération de recharge n'a été faite avec un fluide HCFC.
Conclusion : Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Interdiction de recharge d'un équipement fuyard

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, article R. 543-89
Thème(s) : Actions nationales 2025, Prévention des fuites
Prescription contrôlée : Article R. 543-89 du code de l'environnement : Sous réserve des dispositions de l'article R. 543-90, toute opération de recharge en fluide frigorigène d'équipements présentant des défauts d'étanchéité identifiés est interdite.

Constats :

La consultation en séance le 23/01/2025 des dernières fiches d'intervention sur les équipements contenant des fluides frigorigènes n'a mis en évidence aucun cas de recharge récurrente faite sur un équipement en particulier. L'inspection a interrogé l'exploitant sur les réparations prévues sur les équipements. Par sondage, l'inspection a consulté le devis d'intervention de la société Eiffage Énergie Systèmes pour le remplacement de la platine Inverter du groupe froid n°38A (devis n°25-D807085 en date du 21/01/2025). Cette intervention fait suite à une demande d'intervention datée du 15/01/2025 dans la GMAO pour la réparation de l'équipement (numéro de suivi 002393 dans le planning des interventions) : la production a été arrêtée en attendant la réparation.

Conclusion :

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Détection de fuites

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 6

Thème(s) : Actions nationales 2025, Présence d'un système de détection de fuite

Prescription contrôlée :

Règlement (UE) 2024/573 :

Article 6 - Systèmes de détection des fuites :

1. Les exploitants des équipements fixes énumérés à l'article 5, paragraphe 2, points a) à d), qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I dans des quantités supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO₂ ou 100 kilogrammes ou plus de gaz inscrits à la section 1 de l'annexe II veillent à ce que ces équipements soient dotés d'un système de détection des fuites permettant d'alerter, en cas de fuite, l'exploitant ou une société assurant l'entretien.

2. Les exploitants des équipements fixes énumérés à l'article 5, paragraphe 2, points e) et f), qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I dans des quantités supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO₂ et qui ont été installés à partir du 1er janvier 2017, veillent à ce que ces équipements soient dotés d'un système de détection des fuites permettant d'alerter, en cas de fuite, l'exploitant ou une société assurant l'entretien.

3. Les exploitants des équipements fixes énumérés à l'article 5, paragraphe 2, points a) à e), soumis au paragraphe 1 ou 2 du présent article veillent à ce que les systèmes de détection des fuites soient contrôlés au moins une fois tous les douze mois pour s'assurer de leur bon fonctionnement.

4. Les exploitants des équipements fixes énumérés à l'article 5, paragraphe 2, point f), soumis au paragraphe 2 du présent article veillent à ce que les systèmes de détection des fuites soient contrôlés au moins une fois tous les six ans pour s'assurer de leur bon fonctionnement.

Constats :

L'état des stocks des fluides frigorigènes détenus sur site et transmis en amont de la visite d'inspection du 23/01/2025 ne mentionne pas le poids équivalent CO₂ des quantités de fluides

détenus. Selon l'analyse faite par l'inspection de l'état des stocks, l'exploitant ne dispose d'aucun équipement contenant des gaz à effet de serre fluorés dans des quantités supérieures à 500 tonnes équivalent CO2. **Ce point sera toutefois à confirmer par l'exploitant.**

Conclusion :

L'exploitant n'a pas été en mesure de confirmer qu'il ne dispose d'aucun équipement contenant des gaz à effet de serre fluorés dans des quantités supérieures à 500 tonnes équivalent CO2.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 17 : Registre

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 7

Thème(s) : Actions nationales 2025, Traçabilité des interventions

Prescription contrôlée :

Règlement (UE) 2024/573 :

Article 7 - Tenue de registres :

1. Les exploitants d'équipements qui doivent faire l'objet d'un contrôle d'étanchéité au titre de l'article 5, paragraphe 1, établissent et conservent, pour chaque pièce de ces équipements, des registres dans lesquels ils consignent les informations suivantes :

- a) la quantité et le type de gaz contenu dans les équipements, en indiquant séparément, le cas échéant, la quantité ajoutée au cours de l'installation ;
- b) les quantités de gaz ajoutées pendant la maintenance ou l'entretien ou à cause d'une fuite, ainsi que la date de ces ajouts ;
- c) la quantité de gaz récupérée ;
- d) en cas d'ajout de gaz, la quantité et les types de gaz ajoutés et s'ils ont été recyclés ou régénérés, ainsi que le nom et l'adresse dans l'Union de l'installation de recyclage ou de régénération et, le cas échéant, le numéro de certificat ;
- e) l'identité de l'entreprise qui a assuré l'installation, l'entretien, la maintenance et, le cas échéant, la récupération, la réparation, le contrôle d'étanchéité ou la mise hors service de l'équipement, y compris, le cas échéant, le numéro de son certificat et, lorsque l'entreprise responsable de ces opérations est une personne morale, les données d'identification de l'entreprise et celles de la personne physique ayant exécuté les opérations ;
- f) les dates et résultats des contrôles effectués au titre de l'article 5, paragraphe 1, ainsi que les dates et les résultats des réparations de fuites ;
- g) si l'équipement a été mis hors service, les mesures prises pour récupérer et éliminer les gaz.

2. À moins que les registres visés au paragraphe 1 ne soient conservés dans une base de données établie par les autorités compétentes des États membres, les règles ci-après s'appliquent :

- a) les exploitants visés au paragraphe 1 conservent les registres visés audit paragraphe pendant au moins cinq ans ;

<p>b) les entreprises exécutant les activités visées au paragraphe 1, point e), pour le compte des exploitants conservent des copies des registres visés au paragraphe 1 pendant au moins cinq ans. Les registres visés au paragraphe 1 sont mis à la disposition de l'autorité compétente de l'État membre concerné ou de la Commission, sur demande.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 23/01/2025, l'exploitant a indiqué ne pas disposer d'un registre qui permettrait de confirmer les dates des interventions et contrôles effectués sur chaque équipement.</p> <p>Conclusion : L'exploitant ne tient pas de registre pour le suivi de chaque pièce de ses équipements.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 18 : Marque de contrôle – absence de fuite

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Marque de contrôle à apposer</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté ministériel du 29 février 2016 - Article 6 :</p> <p>Quand il est établi à l'issue du contrôle d'étanchéité que l'équipement ne présente pas de fuites, l'opérateur appose sur l'équipement la marque de contrôle d'étanchéité.</p> <p>La marque de contrôle d'étanchéité est constituée d'une vignette adhésive ayant la forme d'un disque bleu de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté.</p> <p>Les vignettes sont apposées de manière à être visibles dans les conditions normales d'utilisation des équipements. La nouvelle vignette est substituée à la précédente.</p> <p>La marque de contrôle d'étanchéité indique la date limite de validité du contrôle d'étanchéité prévue à l'article 4 du présent arrêté. Si le contrôle d'étanchéité n'est pas renouvelé avant cette date, l'équipement ne peut faire l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite de terrain du 23/01/2025, il a pu être vérifié au niveau des équipements suivants contenant des fluides frigorigènes la présence d'un macaron bleu attestant l'absence de fuite détectée lors du dernier contrôle d'étanchéité :</p> <p>- CL27 (4,7 kg R410a) : prochain contrôle en novembre 2025 : date de validité du contrôle non</p>

dépassée le jour de l'inspection ;

- Airwell parking Nord (1,4 kg R410a) : 3 macarons bleus visibles le jour de l'inspection : 1 macaron avec une date de prochain contrôle en mars 2024 et 2 macarons avec une date illisible ou effacée : date de validité du contrôle **non déterminée**;

- Groupe Froid GF02 (23,5 kg R407c) : prochain contrôle en janvier 2025 : date de validité du contrôle non dépassée le jour de l'inspection ;

- Groupe Froid GF10 (R454b) : **absence** de marque de contrôle d'étanchéité ;

- Groupe Froid GF14 (R454b) : **absence** de marque de contrôle d'étanchéité.

Conclusion :

Certaines marques de contrôle d'étanchéité ne sont pas présentes sur les équipements ou sont illisibles (date de validité du contrôle ne pouvant être confirmée).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 19 : Marque de contrôle – détection de fuite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 7

Thème(s) : Actions nationales 2025, Marque de contrôle à apposer en cas de fuite

Prescription contrôlée :

Arrêté ministériel du 29 février 2016 - Article 7 :

Lorsque des fuites sont constatées lors du contrôle d'étanchéité de l'équipement (y compris contrôle de maintenance) et que l'opérateur ne peut y remédier sur-le-champ, il appose sur l'équipement la marque signalant un défaut d'étanchéité.

La marque signalant le défaut d'étanchéité est constituée d'une vignette ayant la forme d'un disque rouge de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté. Cette marque est apposée sur la marque de contrôle d'étanchéité.

Dans un délai maximal de 4 jours ouvrés après le contrôle d'étanchéité, des mesures sont mises en œuvre pour faire cesser la fuite ou à défaut l'équipement est mis à l'arrêt puis il est vidangé dans le même délai par un opérateur titulaire de l'attestation de capacité. Si l'équipement est constitué de plusieurs circuits, les circuits ou parties de circuits sur lesquels aucune fuite n'a été constatée peuvent rester en service et seuls les circuits ou parties de circuits sur lesquels la fuite a été constatée sont mis à l'arrêt et vidangés.

La remise en service ne peut avoir lieu qu'après réparation de l'équipement.

Les dispositions des deux alinéas précédents ne sont pas applicables si la mise à l'arrêt de l'équipement est de nature à porter atteinte à la sécurité ou à la sûreté d'exploitation d'installations classées pour la protection de l'environnement ou d'installations nucléaires de base. Dans ce cas l'équipement ne fait plus l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène jusqu'à réparation.

Constats :

Lors de la visite de terrain du 23/01/2025, il a pu être vérifié au niveau de l'équipement suivant

<p>contenant des fluides frigorigènes la présence d'un macaron rouge attestant la présence d'une fuite détectée lors du dernier contrôle d'étanchéité :</p> <p>- CL26 Clim Daikin Matières Pesées (5,7 kg R410a) : arrêt de l'équipement.</p> <p>Le macaron rouge présent sur l'équipement n'indique pas le numéro d'attestation de l'opérateur.</p> <p>Conclusion :</p> <p>La marque de contrôle de détection de fuite présente sur l'équipement CL26 n'indique pas le numéro d'attestation de l'opérateur.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>